

Une « Prazantation » problématique (des historiens contre l'histoire 2)

Par Alain Michel, historien

Le phénomène des historiens qui proclament haut et fort des affirmations erronées sur la période de l'occupation est particulièrement présent dans les médias français. On ne compte plus en effet le nombre de documentaires, fictions ou encore « docu-fictions » qui traitent de sujets touchant à la France occupée. Il faudrait faire un jour une analyse précise des contenus de ces productions, mais deux traits communs au moins peuvent être signalés : le scénario s'appuie toujours sur la doxa la plus pure, puisqu'il est toujours plus simple dans un film de simplifier pour que le spectateur puisse immédiatement comprendre quels sont les bons et quels sont les mauvais. On demande toujours à des historiens de cette même doxa d'intervenir pour enfoncer le clou et conforter le spectateur dans sa vision noir et blanc de la période, même lorsque le film est en couleurs !

L'une des dernières en date de ces productions est un documentaire de Michaël Prazan, diffusé fin mai 2016 sur France 3, et s'intitulant « *Vichy, la mémoire empoisonnée* ». Michaël Prazan s'était signalé il y a quelques années par un travail fort intéressant sur les Einsatzgruppen, puis par un documentaire sur le procès Eichmann. Il revient à la charge, mais cette fois sur le sujet de la France, et s'attaque à la manière dont la mémoire de Vichy aurait été passée sous silence jusqu'à ce que la mobilisation de la société civile aboutisse à la déclaration de Jacques Chirac sur la responsabilité de la France dans les crimes de Vichy. Le documentaire en lui-même est bien fait (Prazan est un bon professionnel) mais il est parsemé d'erreurs historiques, concernant notamment la période de Vichy elle-même. Or, ce qui est frappant c'est que beaucoup de ces affirmations erronées ne sont pas des erreurs du scénario, qui auraient pour origine le manque de connaissances historiques du réalisateur ou bien de son équipe, mais découlent directement des interviews de certains historiens, et parmi eux deux professionnels de Clio connus : Robert Paxton et Tal Bruttman. Prenons-en quelques exemples :

A Dès la 6^{ème} minute, Tal Bruttman explique que la théorie du bouclier, c'est-à-dire le fait que Pétain et son gouvernement étaient là pour protéger les Français, aurait été inventée au cours du procès du Maréchal en 1945. C'est ne rien comprendre à la nature même du régime de Vichy. Sa première autojustification, dès le discours de Pétain du 17 juin 1940, avant même la création de Vichy donc, consiste à se présenter comme protecteur des Français. Gouvernement nationaliste, Vichy considère comme son devoir de tout faire pour défendre les intérêts de la France malgré les circonstances. Tal Bruttman, en bon héritier des historiens idéologistes, ne voit que le chiffon rouge de la « Révolution nationale ». Or la Révolution nationale n'est que seconde par rapport aux intérêts nationaux et à la protection des citoyens, et de plus elle n'est vraiment mise en œuvre que pendant moins de deux ans, puisque Laval, qui s'en moque comme d'une guigne depuis l'automne 1940, la passe véritablement à la trappe à partir de son retour aux affaires au printemps 1942. Mais que fait donc Laval au pouvoir s'il ne s'occupe pas de l'idéologie de la Révolution nationale ? Il s'occupe tout simplement du « bouclier », c'est-à-dire d'essayer de protéger le mieux possible la France et les Français des exigences et des empiètements allemands. Les historiens peuvent estimer cette action, juger de l'efficacité ou de la pertinence des décisions des dirigeants, et même condamner leurs erreurs. Mais pour ce faire, il faut comprendre les différentes lignes de la politique de Vichy, et non rester obnubilé par la Révolution nationale pour tenter de démontrer que Vichy aurait été un régime fasciste.

B A partir de la 29^{ème} minute, le réalisateur aborde l'affaire Paul Touvier, ce milicien responsable du massacre de sept juifs près de Lyon le 29 juin 1944, assassinat pour lequel il sera condamné pour crime contre l'humanité, après avoir été gracié de condamnations précédentes par le président Georges Pompidou. Dans le film de Prazan, l'affaire Touvier est l'occasion pour Tal Bruttman et Robert Paxton d'émettre certaines contre-vérités historiques mais qui toutes vont dans le même sens : Vichy est un régime fasciste. Bruttman : « *Paul Touvier incarne l'ultra-collaboration française dans son essence la plus pure, c'est-à-dire l'essence vichyste. On a affaire avec la milice à un groupe qui est né très rapidement à partir de l'été 1940, de gens qui sont des militants d'extrême droite qui vont se regrouper autour de Darnand* ». Du point de vue historique, on assiste là à une caricature qui efface toute profondeur

chronologique et toute nuance. Rappelons que la milice a été créée en janvier 1943 seulement, et que Vichy ne devient ultra-collaborateur qu'à partir de fin décembre 1943, lorsque les Allemands imposent à Laval et à Pétain l'entrée de certains ultras de Paris au gouvernement, dont Joseph Darnand. Bruttman projette donc rétrospectivement sur les débuts du régime la réalité des derniers mois. Robert Paxton déclare ensuite toujours à propos de la milice : « *C'était une institution complètement française qui arrêtait autant de Juifs de toutes les nationalités que possible* ». Cette affirmation sur la place de la milice dans l'arrestation des Juifs se trouve déjà dans son ouvrage « *Vichy et les Juifs* » (écrit en collaboration avec Marrus) publié en 1981. Dans mon livre « *Vichy et la Shoah* » (2012, réédition Elkana 2015), j'avais montré qu'il s'agissait d'affirmations non étayées et que les notes de ce passage de Marrus et Paxton n'avaient pas de rapport avec la réalité de l'action de la milice. Dans la nouvelle version du livre, parue en 2015, Marrus et Paxton reviennent à la charge, en citant plus de références mais dont aucune n'établit de lien entre la milice et la reprise des déportations en 1944, contrairement à ce qu'ils affirment. Il est d'ailleurs à noter qu'ils ne font pas référence au livre sur la milice de Pierre Giolitto qui écrit, avec raison, la traque des Juifs n'a été que marginale dans l'action répressive de la milice. Résumons-nous : qu'apprend le téléspectateur dans ce passage du film de Prazan, grâce aux historiens Bruttman et Paxton ? Que le régime de Vichy et la milice ne sont qu'une seule et même chose, qu'ils se sont vautrés dans l'ultra-collaboration et l'extrême-droite, et que la milice, donc Vichy, a passé son temps à arrêter les Juifs et à les remettre aux allemands. C'est une véritable dénaturation de la réalité historique, mais l'important est que le message passe : les méchants étaient vraiment des horribles méchants.

C A la 34^{ème} minute, le film aborde la contribution de Robert Paxton à l'histoire de Vichy dans les années soixante-dix. Paxton y explique que travaillant sur les archives allemandes, il a tout d'un coup découvert une approche historique de Vichy tout à fait différente. Commentaire du film : « *A l'appui de sources inédites, le livre [de Paxton] révèle l'adhésion idéologique de Vichy au fascisme et le zèle dont son gouvernement a fait preuve dans sa politique de collaboration* ». Or on sait aujourd'hui que Paxton, ne s'appuyant que sur les archives allemandes (car les archives françaises étaient fermées à l'époque) aboutit à une vision déformée des faits car « univoque », comme si les archives allemandes étaient l'objectivité même. J'ai montré dans un article paru début 2016 dans le Figaro-histoire à quel point d'autres archives, notamment celles de la délégation française à la Commission d'armistice, présentent un Vichy totalement différent de celui de Paxton. Finalement, la faute de celui-ci est double. Il a eu raison d'écrire ce qu'il a écrit au début des années 1970, mais il aurait dû se rendre compte par lui-même que ce qu'il trouvait n'était qu'un côté de la réalité historique et ne pouvait pas donner une image historique complète. Ensuite, il aurait dû avec les années avoir l'honnêteté de mettre à jour son approche au lieu de s'ancrer dans un regard historique qui ne pouvait être, 40 ans après, qu'obsolète au vu de l'énorme documentation nouvelle dont nous disposons à présent et qui n'existait pas alors.

Tal Bruttman intervient alors dans le documentaire pour approfondir la Doxa : « *D'abord Vichy c'est l'accession au pouvoir de membres de l'extrême droite française. Et ça il ne faut jamais l'oublier. Des membres de l'extrême droite française qui veulent mettre en place un programme politique qu'ils vont appeler « la révolution nationale », qui est très largement inspiré de l'Action française, pas uniquement, mais qui entend redresser le pays en s'attaquant à certaines catégories de population en France : les Juifs, les étrangers, les Francs-Maçons, les communistes, les démocrates en général. Ça va être la collaboration la plus dure, qui va traquer les résistants, qui va souvent traquer les Juifs, non pas uniquement pour le compte des Allemands mais pour leur propre compte* ». On se retrouve là encore dans une caricature complète, et ces quelques phrases mériteraient à elles seules un article complet pour les analyser et en montrer les exagérations, en tout cas pour la majorité de la période. Rappelons par exemple que le premier gouvernement investi à Vichy, celui du statut des Juifs, ne compte que deux ministres « d'extrême droite » et que la plupart de ses membres proviennent de la droite conservatrice ou même de la gauche modérée. Que signifie de plus l'expression « la collaboration la plus dure » alors que l'on parle de Vichy. La collaboration modérée serait-elle pour Bruttman celle des extrémistes de Paris ? On le voit bien, la paxtonisation de la pensée historique sur Vichy aboutit à un portrait en grande partie déconnecté des faits. Vichy serait l'extrême droite, la résistance serait la gauche, tout le monde peut être rassuré, l'histoire de l'occupation est simple, sinon simpliste. Il me suffira de renvoyer le lecteur à l'excellent livre de Simon

Epstein « *Un paradoxe français : les antisémites dans la résistance et les philosémites dans la collaboration* » pour comprendre que l'histoire sérieuse de la période prouve que la situation fut bien plus complexe que ce que certains idéologues, qui utilisent l'histoire pour leurs besoins, tentent de nous faire croire.

De nombreuses autres erreurs parsèment le film, comme par exemple le fait que René Bousquet aurait supervisé la rafle du Vel d'Hiv, alors qu'il n'avait aucune autorité sur la préfecture de Police, ou que Laval aurait demandé la déportation des enfants arrêtés lors de la rafle du Vel d'Hiv à Paris, alors qu'il ne s'est préoccupé que des enfants de zone sud (ce qui bien sûr n'est pas mieux moralement, mais change la perspective quant à la rafle de juillet 1942, la décision concernant les enfants ayant été uniquement une initiative allemande). Toutes sortes d'erreurs du narratif historique qui se transmettent en France depuis près de 40 ans et que le film de Michaël Prazan ne fait que conforter, avec l'aide, malheureusement, de professionnels de l'histoire.